

INTERNATIONAL • SUISSE

Christoph Blocher, le populiste qui voudrait voir la Suisse pousser la neutralité encore plus loin

Le parti souverainiste UDC a le vent en poupe, alors que les prochaines élections fédérales doivent avoir lieu en octobre.

Par Serge Enderlin (Berne, envoyé spécial)

Publié le 15 avril 2023 à 19h00 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



L'industriel milliardaire Christoph Blocher, responsable du parti populiste UDC, à Martigny, en Suisse, en 2019. FABRICE COFFRINI / AFP

Depuis plusieurs mois, la Suisse provoque un agacement croissant à l'étranger : refus formulé à ses partenaires européens (Allemagne, Danemark et Espagne) de réexporter en Ukraine des armements helvétiques en leur possession ; temporisation dans la recherche des actifs russes en Suisse ; relations au point mort avec l'Union européenne. A six mois des élections fédérales du 22 octobre, le Conseil fédéral (gouvernement de coalition) semble paralysé par les enjeux électoraux. Ce contexte bénéficie à l'Union démocratique du centre (UDC), une formation créditée d'environ 26 % d'intentions de vote, ce qui place ce parti souverainiste et europhobe à son plus haut niveau depuis 2015. L'isolement actuel de la Suisse sur la scène internationale profite à cette formation qui a fait de l'isolationnisme sa marque politique depuis trois décennies. Pour son responsable historique, l'industriel milliardaire Christoph Blocher, 82 ans, ce retour en grâce s'explique aisément : « *La population en a assez de cet internationalisme ambiant.* »

Il n'est plus ni ministre ni député, mais il continue à diffuser ses diatribes de « *Neinsager* » (« ceux qui disent non »). A 82 ans, M. Blocher se présente seul au rendez-vous avec *Le Monde* dans le salon d'un palace bernois, à deux pas du Parlement, imper et chapeau de feutre, sans un garde du corps à l'horizon. Pourquoi la Suisse ne renoncerait-elle pas à sa tendance isolationniste, comme vient de le faire la Finlande en adhérant à l'OTAN ? « *La Suisse se trouve dans une situation complètement différente des Finlandais ou des pays baltes, avance Christoph Blocher. Ils ont peur d'un ennemi qui se*

trouve à leur frontière directe, ils ont cherché et obtenu la protection de l'OTAN. Pour la Suisse, petit Etat neutre, le défi est différent. Elle ne se mêle pas des conflits des autres. Et elle défend seule son territoire. Cette stratégie nous réussit parfaitement puisque nous n'avons plus connu la guerre depuis deux siècles. Je reconnais que cette neutralité est toujours difficile à comprendre à l'étranger. Aussi devons-nous insister sur ce que ce statut nous permet d'offrir, par exemple la diplomatie des bons offices, un statut de médiateur strictement neutre.»

« Neutralité intégrale »

Après avoir hésité une bonne semaine au début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, Berne a fini par s'aligner sur la totalité des sanctions européennes contre les proches du Kremlin. Une entorse à sa neutralité, inacceptable, selon Christoph Blocher : *« En participant à ce conflit, nous sommes de facto devenus l'un des ennemis de la Russie, ce pour quoi nous avons d'ailleurs reçu les félicitations du président américain, Joe Biden. C'est regrettable, car il faudra bien un jour mettre un terme à ce conflit, et la Suisse aurait pu servir de médiateur. D'ailleurs, la dernière rencontre entre Poutine et Biden avant la guerre s'est tenue à Genève en juin 2021. Mais, pour les Russes, la Suisse n'est plus une option. »*

Lire aussi : [Guerre en Ukraine : la Suisse s'éloigne du destin collectif européen](#)



Cette vocation de plate-forme internationale pour la paix, à équidistance des parties au conflit, est souvent avancée par les autorités helvétiques comme explication à la modestie de leur soutien à l'Ukraine. Berne, par ailleurs, ne semble pas avoir engagé de passage au crible trop poussé des fonds russes en Suisse. Sur un montant estimé d'environ 200 milliards de francs suisses (autant d'euros), seuls 7 milliards ont été gelés. Dans [une interview](#), l'ambassadeur américain en Suisse, Scott C. Miller, vient d'accuser Berne de traîner les pieds à ce sujet et juge la réputation du pays entachée, estimant que *« la Suisse traverse actuellement sa plus grave crise depuis la seconde guerre mondiale »*. Réaction de Christoph Blocher ? *« Encore ministre, je l'aurais convoqué pour lui dire que ce sont des choses qui ne se font pas entre pays du même bord. Nous sommes des amis, mais pas les laquais de l'Amérique. La Suisse est un petit Etat souverain, qui respecte tous les autres pays, et exige qu'on le respecte aussi dans sa singularité. »*

Lire aussi : [La Suisse tergiverse sur les livraisons d'armes à l'Ukraine](#)



Après avoir expliqué que l'architecture institutionnelle est si compliquée que les *« Suisses eux-mêmes ont parfois de la peine à la comprendre »*, le patriarche du populisme helvétique conclut en expliquant que son pays ne manque pas d'amis. La Suisse a besoin de plus de neutralité, et non pas de l'aménager, estime encore Christoph Blocher. Son parti, l'UDC, proposera bientôt une initiative populaire sur une *« neutralité intégrale »*, qui rendrait impossible la moindre concession aux initiatives multilatérales, incluant le refus de s'aligner sur des politiques de sanctions internationales contre un Etat tiers. *« Nous ne voulons pas renoncer au droit de prendre nos propres décisions dans ce pays. Il n'y a rien de honteux à redire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »*

Serge Enderlin (Berne, envoyé spécial)